

## Deuxième partie

# TOUR D'HORIZON DE LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



# Deuxième partie



## Tour d'horizon de la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture

Le sort des centaines de millions de personnes qui souffrent de la pauvreté et de la faim dans le monde suscite de profondes inquiétudes. Pendant la préparation de l'édition 2008 de la *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* (FAO, 2008b) la crise alimentaire mondiale monopolisait l'attention alors que l'augmentation rapide des prix des denrées alimentaires menaçait gravement la sécurité alimentaire mondiale. Au Sommet du G8 au Japon en juillet 2008, les dirigeants des pays les plus industrialisés du monde se sont déclarés vivement préoccupés du fait que «l'escalade des prix alimentaires à l'échelle mondiale, couplée à des problèmes d'offre dans plusieurs pays en développement, menacent la sécurité alimentaire mondiale». Les effets dévastateurs de la hausse des prix des denrées alimentaires ont exacerbé la tendance, déjà alarmante, à l'augmentation du nombre des personnes souffrant de sous-alimentation partout dans le monde.

À l'épisode de la «flambée des prix» a rapidement succédé la plus grave crise financière et la récession économique la plus profonde que le monde ait traversées depuis 70 ans. La crise a frappé de vastes régions simultanément, faisant tomber des millions de personnes dans la faim et la sous-alimentation. Son impact a été particulièrement rude car elle se greffait sur l'augmentation des cours des denrées de base liée à la crise alimentaire des années 2006-08, qui les avait rendues inaccessibles pour des millions de pauvres. Tandis que les prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux ont nettement reculé sous l'influence de la crise financière, la baisse des prix des produits alimentaires sur les marchés intérieurs est souvent intervenue plus lentement. L'augmentation inhabituelle et persistante des prix des aliments et des carburants a éprouvé jusqu'à la limite les mécanismes de survie de nombreux ménages pauvres qui ont été forcés d'entamer leurs actifs (financiers, matériels et humains) dans la tentative, pas toujours garantie de succès,

d'éviter une diminution excessive de la consommation.

Dès la mi-2009, l'étendue de la crise, son acuité et sa gravité compromettaient toute chance de reprise rapide. En avril 2009, le Fonds monétaire international (FMI, 2009) a projeté une baisse générale du produit national brut (PIB) en 2009 et le retour à une croissance positive à partir de 2010 seulement, tout en prévenant que celle-ci serait lente par rapport aux reprises économiques du passé. Le FMI a également souligné la grande incertitude entourant les perspectives futures et la crainte que les politiques économiques ne suffisent pas pour briser le cercle vicieux de la détérioration des conditions financières et de l'affaiblissement des économies.

Qu'il s'agisse de reprise après la crise économique ou d'évolution de la situation des marchés agricoles, les perspectives revêtent une importance critique non seulement pour les pauvres et les affamés du monde mais aussi pour envisager des progrès rapides et soutenus en matière de réduction de la faim. Alors que les pronostics sur l'économie mondiale demeurent flous, la situation des marchés agricoles est devenue encore plus incertaine pendant l'année écoulée de sorte que les perspectives agricoles sont particulièrement difficiles à cerner. Les causes et les risques associés à la flambée des prix des denrées alimentaires de 2006-08 restent latents en 2009. Les prix réels de l'énergie sont encore au-dessus de la tendance tandis que la reprise de la croissance des revenus dans les pays en développement pourrait se traduire par une nouvelle pression à la hausse sur les prix des produits alimentaires. La demande de matières premières pour biocombustibles est soutenue, si ce n'est pas par des concepts économiques fondamentaux, du moins par l'abondance de mesures telles que les incorporations obligatoires de biocarburants – ou les subventions et crédits d'impôts favorisant leur consommation – appliquées dans de nombreux pays (les relations entre

les biocarburants et l'agriculture ont été approfondies dans l'édition 2008 de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* [FAO, 2008b]). Si les cours des produits ont considérablement baissé par rapport au pic atteint à la mi-2008, la plupart s'établissent au niveau de tendance ou au-dessus. Il convient surtout de noter que malgré la chute des prix indicatifs sur le marché mondial, la diminution des prix intérieurs des produits dans de nombreux pays est restée lente – en particulier pour les prix des aliments de détail. En dépit de l'accalmie des augmentations de prix des denrées alimentaires, les prix des aliments de détail n'ont pas enregistré une baisse équivalente à celle d'autres produits. En outre, la plupart des politiques mises en œuvre dans de nombreux pays dans le but de protéger les consommateurs, dont plusieurs ont fait écran à une éventuelle reprise de l'offre, n'ont été supprimées que lentement. Les questions concernant les politiques à mettre en œuvre pour prévenir les crises alimentaires restent entières. L'incertitude est encore considérable concernant les marchés agricoles partout dans le monde.

En dehors de la question de savoir à quel moment s'enclenchera la reprise au sortir de la récession économique profonde et à quel rythme elle s'effectuera, un certain nombre de problèmes spécifiques à l'agriculture et aux marchés agricoles apparaissent comme critiques pour l'avenir de l'agriculture et de la sécurité alimentaire mondiale en 2009-2010 et au-delà. Dans quelle mesure les prix des denrées alimentaires qui prévalent sur le marché mondial et les marchés intérieurs constituent-ils un signal pour les producteurs et les consommateurs? La relance de la croissance de l'économie mondiale débouchera-t-elle sur une nouvelle phase d'augmentation des prix des produits alimentaires? De quel essor l'agriculture mondiale est-elle capable face à une augmentation des prix des produits agricoles? Dans quelle mesure les politiques adoptées dans le but de protéger les consommateurs nationaux contre l'effet de la hausse des prix des aliments ont-elles faussé les marchés internationaux, exacerbant ainsi le problème et barrant toute réponse efficace du côté de l'offre?

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE: LES TENDANCES<sup>7</sup>

Les chiffres de la faim et de la sous-alimentation dans le monde ont été radicalement influencés par les deux crises consécutives. D'après les estimations actuelles de la FAO, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en 2008 atteignait 915 millions (FAO, 2009c), soit le nombre le plus élevé estimé au cours des trois ou quatre dernières décennies (bien qu'en pourcentage de la population mondiale, la proportion des personnes qui souffrent de la faim soit encore bien inférieure à celle de 1970). Selon les projections de la FAO basées sur le travail du Service des études économiques du Département de l'agriculture des États-Unis, il faut s'attendre à ce que le nombre des personnes sous-alimentées dans le monde passe à 1,02 milliard en 2009. La figure 17 présente la ventilation de ce chiffre par région.

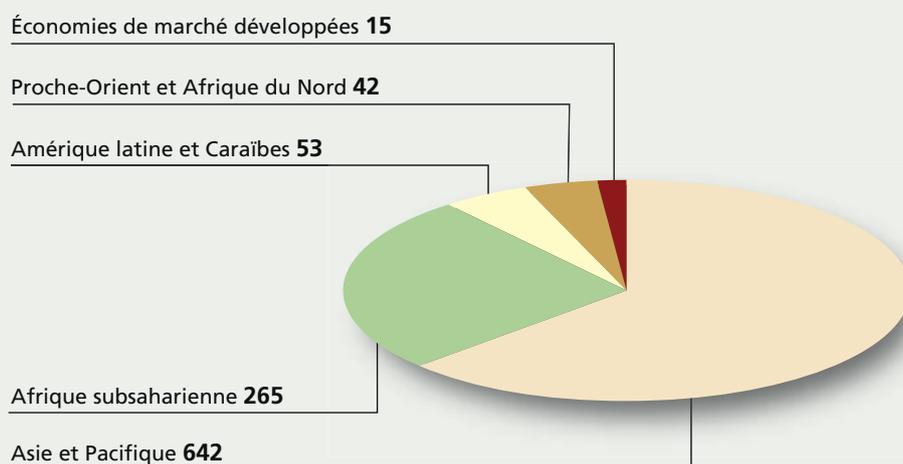
Cette brusque accélération se greffe sur une tendance déjà alarmante, observée ces dernières années, d'augmentation du nombre estimé des personnes sous-alimentées. Le nombre des sous-alimentés avait connu une baisse significative dans les années 70 et 80 ainsi qu'au début des années 90, en dépit d'une croissance rapide de la population, tandis que pour les pays en développement, la proportion de personnes sous-alimentées passait de un tiers en 1970 à moins de 20 pour cent dans les années 90. Depuis la seconde moitié de cette même décennie, le nombre des sous-alimentés n'a cessé de croître malgré une baisse continue de la proportion des personnes sous-alimentées, réduite à 16 pour cent de la population des pays en développement et à 13 pour cent de la population mondiale en 2004-06. De plus, pour la première fois depuis des décennies, la crise récente a provoqué un accroissement du nombre des sous-alimentés aussi bien en termes absolus qu'en termes de proportion.

La crise touche de vastes segments de la population. Ceux qui ont été le plus durement touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires – les ruraux sans terre,

<sup>7</sup> La FAO (2009c) fournit une analyse plus approfondie des tendances de la sous-alimentation à l'échelle mondiale et de l'impact de la crise sur la sécurité alimentaire mondiale.

FIGURE 17

Estimations de la FAO du nombre de personnes sous-alimentées en 2009, par région (en millions de personnes)



Source: FAO, 2009c.

les ménages dirigés par des femmes et les pauvres des zones urbaines (FAO, 2008c) – sont dans des conditions particulièrement précaires. Leur capacité de résistance est le plus souvent épuisée ou réduite à l'extrême. Les zones rurales comme les zones urbaines sont touchées par une baisse importante des sources de revenus, notamment celle des envois de fonds. Les pauvres des zones urbaines risquent d'être particulièrement touchés car les villes sont plus sensibles aux cours des marchés mondiaux et subissent plus directement le contrecoup d'un fléchissement de la demande d'exportation et d'un recul des investissements directs à l'étranger. Les zones rurales sont toutefois exposées aux effets du ralentissement éventuel des activités agro-industrielles et du retour des émigrés.

### ÉVOLUTION DES PRIX AGRICOLES – LA FORTE VARIABILITÉ DES PRIX DES DENRÉES DE BASE

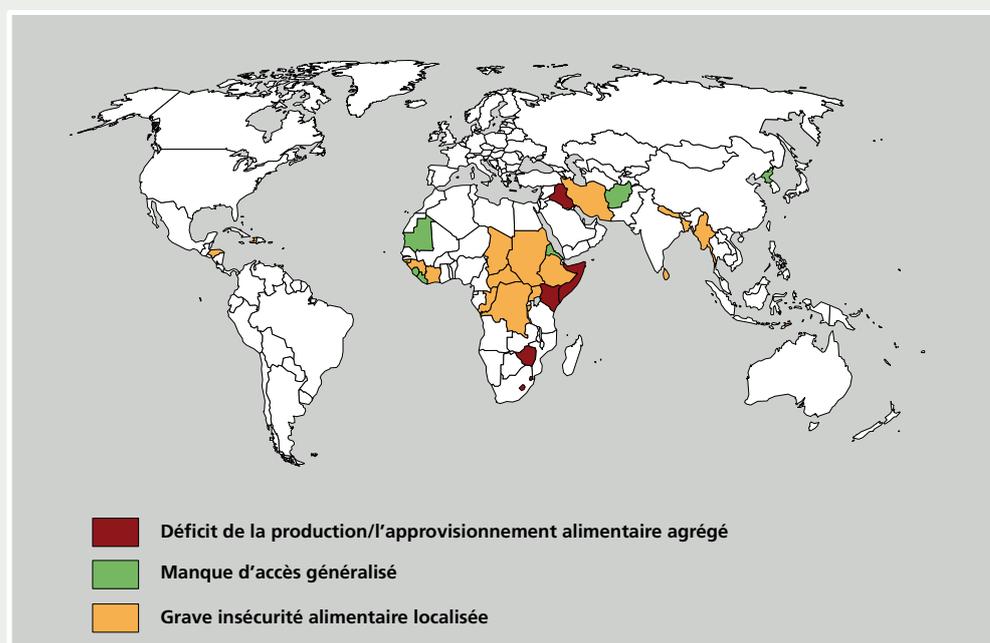
Après une période de hausse générale des prix, les cours des denrées alimentaires sur les marchés internationaux ont amorcé une baisse (figure 18, page 121). Ils restent néanmoins élevés, au regard des tendances historiques, souvent, les prix intérieurs à la

consommation n'ont cédé que lentement. Les prix ont entamé une lente ascension pendant les premières années de la présente décennie, qui s'est brusquement accélérée à la fin 2006. L'indice de la FAO relatif aux prix des denrées alimentaires de base faisant l'objet d'échanges internationaux calculé par la FAO (base = 100 en 2002-04) a atteint un pic historique de 214 en juin 2008, soit plus du double par rapport à la période de référence et 139 pour cent de plus que la moyenne de l'année 2000. De juin 2008 à la fin du premier trimestre de 2009, l'indice a chuté de 35 pour cent, revenant au niveau enregistré au premier trimestre de 2007. En mai 2009, après une nouvelle poussée internationale des prix de certains produits alimentaires de base importants (à l'exclusion du riz et de la viande), l'indice affichait une valeur de 152, près de 30 pour cent en deçà du niveau record de juin 2008. Encore faut-il préciser que ce chiffre dépassait encore de 152 pour cent la valeur de référence et de près de 70 pour cent le niveau enregistré en 2000.

Pour la plupart des produits agricoles, l'augmentation des prix a été encore plus marquée lors de la période de hausse généralisée mais le fait que les denrées de base, en particulier les céréales et les huiles végétales, aient présenté à la fois l'augmentation la plus forte et

### ENCADRÉ 19 Les crises alimentaires

Le nombre de pays en crise qui nécessitent une aide extérieure est un indicateur de vulnérabilité. Depuis avril 2009, 31 pays se trouvent dans cette situation, dont 20 en Afrique, 9 en Asie et au Proche-Orient, et 2 en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ces pays devraient manquer des ressources nécessaires pour gérer des situations graves d'insécurité alimentaire. Les crises alimentaires sont toujours le résultat d'un ensemble de paramètres. Cependant, pour pouvoir leur apporter une réponse planifiée, il convient de déterminer si la nature des crises alimentaires est liée principalement à la faible disponibilité des produits alimentaires, à un accès limité à ces produits ou à des problèmes graves mais localisés (voir la carte).



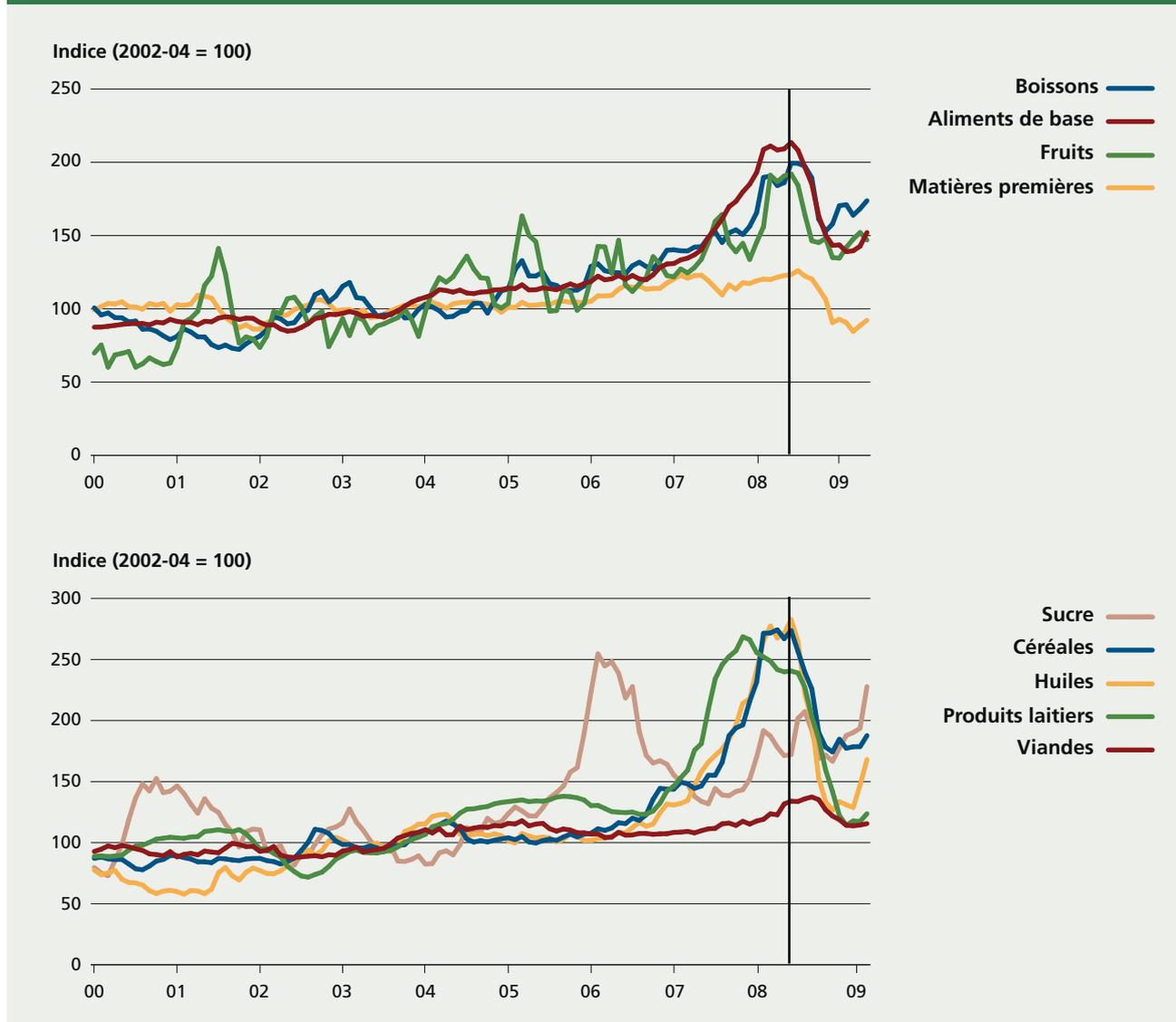
Source: FAO, 2009d.

les fluctuations les plus prononcées a particulièrement retenu l'attention compte tenu du rôle essentiel de ces denrées, tant dans la production des revenus ruraux que dans l'alimentation des populations pauvres des pays en développement. Les autres prix agricoles ont également fluctué mais, à l'exception des produits laitiers, dans une bien moindre mesure. C'est à peine si les matières premières, qui sont importantes pour l'économie de certains pays en développement, ont augmenté pendant la période critique de 2006-08. En outre, en termes relatifs, ces prix ont été le plus durement touchés pendant la récession, vu leur grande dépendance vis-à-vis de secteurs qui sont très sensibles aux revenus. Le secteur

des cuirs et peaux utilisés dans la fabrication de biens de consommation durables tels que les véhicules automobiles en est un exemple. Depuis le début de la crise mondiale, la demande relative à ces produits a chuté de façon spectaculaire.

La baisse des prix a été largement imputée aux défaillances de la demande, du côté de la consommation et des importations en raison de la crise mondiale ainsi qu'à la faible disponibilité de crédit et à une contraction de la demande de matières premières pour les biocarburants résultant de la diminution des prix de l'énergie. Les indicateurs relatifs à l'offre ont toutefois joué un rôle important dans la baisse des prix compte tenu, en particulier, de l'abondance

FIGURE 18  
Indices des prix agricoles



Source: Indices FAO des prix des produits alimentaires; indices FMI des matières premières et des boissons (actualisés); indice FAO des fruits.

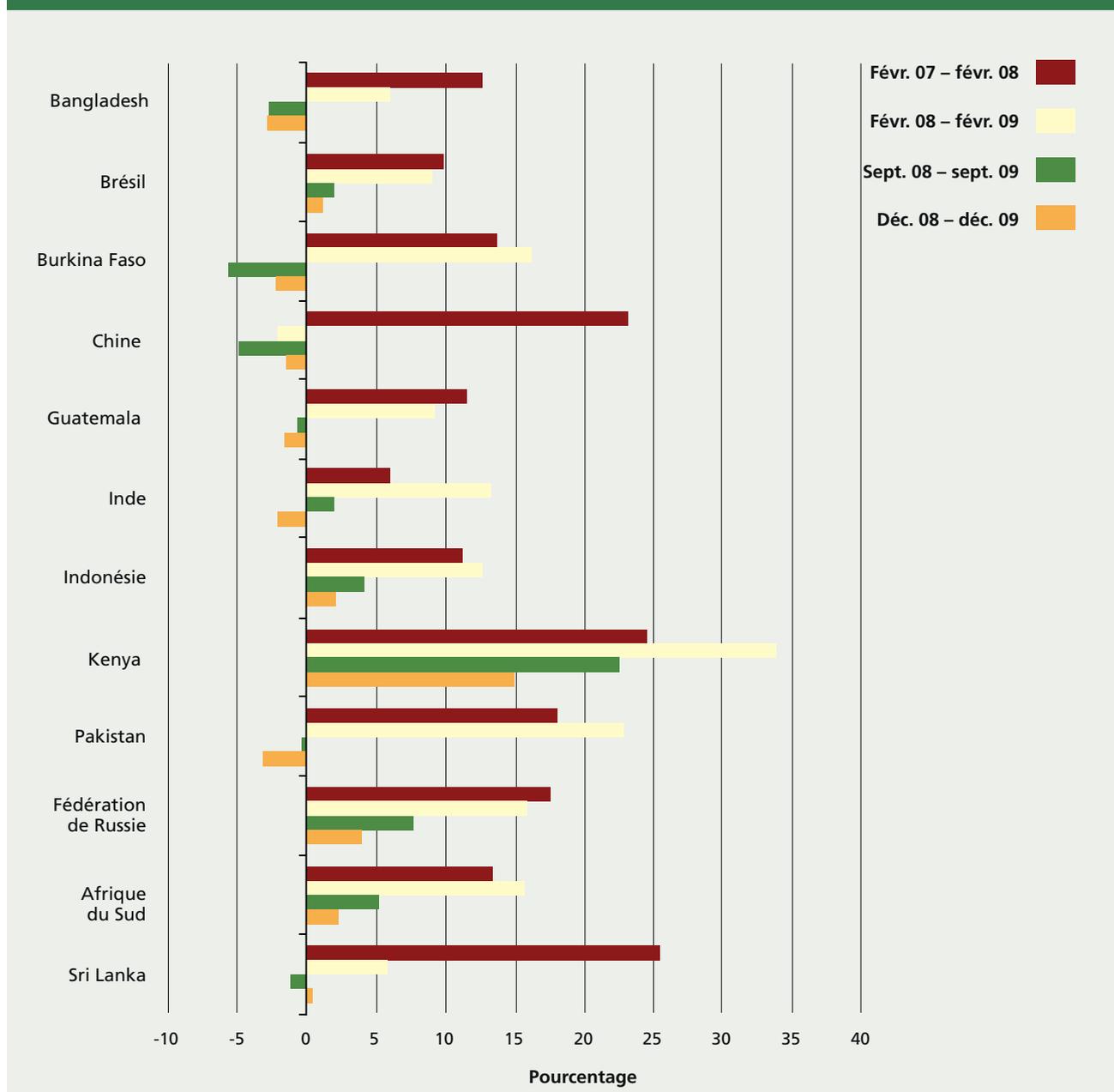
de la production végétale en 2008 et d'intrants à meilleur marché, notamment pour les transports. La plus grande incertitude demeure concernant l'évolution à court terme de ces facteurs et leur influence à venir sur les marchés agricoles.

### LES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La baisse des prix des produits agricoles enregistrée sur les marchés internationaux

semble ne s'être répercutée que faiblement et tardivement dans bon nombre de pays en développement et pays à faible revenu et à déficit vivrier, en particulier en Afrique subsaharienne. Le plus souvent, les prix intérieurs dépassaient encore, début 2009, le niveau enregistré un an plus tôt et, dans le cas contraire, les diminutions avaient été relativement modestes par rapport à celles des marchés internationaux (voir encadré 19, page 124). Le transfert des prix, quand il est aussi faible, trahit une inefficacité des marchés qui tend à accentuer les fluctuations des marchés internationaux.

FIGURE 19  
Inflation des prix à la consommation des produits alimentaires, 2007-2009, pays choisis



Source: OCDE-FAO, 2009.

C'est à partir de 2008 que l'augmentation des prix au détail des denrées alimentaires a suscité des inquiétudes graves dans les économies en développement et développées. Tout semble indiquer que l'inflation des prix des denrées alimentaires a marqué un sérieux coup d'arrêt après la chute des prix des denrées de base à la mi-2008. Toutefois les prix de détail ont continué à augmenter dans certains pays

et n'ont baissé que marginalement dans d'autres (figure 19). La «viscosité» des prix de détail, qui est une caractéristique commune des marchés alimentaires, est liée à l'influence accrue sur les prix des produits de divers facteurs qui entrent en jeu au moment de la transformation et de la distribution.

Au moment où la crise économique réduit les revenus de manière radicale, la hausse

persistante des prix alimentaires continue par conséquent à compromettre l'accès à la nourriture de très nombreux groupes de population à faible revenu, ceux-là mêmes qui dépensent habituellement une large part de leurs revenus pour acheter des aliments. Les plus gravement touchés sont les pauvres des zones urbaines et les acheteurs nets d'aliments dans les zones rurales.

### LES PRIX MONDIAUX DES PRODUITS AGRICOLES: PERSPECTIVES À MOYEN TERME

Bien que nettement inférieurs aux niveaux records de juin 2008, les prix des produits alimentaires restent élevés en 2009 par rapport aux tendances des 10 dernières années. Les projections de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la FAO indiquent que les prix des denrées alimentaires se maintiendront à ces niveaux, voire augmenteront à moyen terme, continuant ainsi à dépasser en termes réels les niveaux antérieurs aux flambées de 2007-08 (OCDE-FAO, 2009).

Les projections de l'OCDE-FAO indiquent que ces conditions sont relativement blindées contre la crise généralisée même si certains produits plus sensibles aux revenus, tels que les huiles végétales et les produits carnés et laitiers, pourraient être plus touchés si la situation économique devait encore se dégrader.

Le maintien des prix réels des produits agricoles à un niveau plus élevé à moyen terme dépend essentiellement de trois facteurs importants. Tout d'abord, les objectifs de consommation de biocarburants dans plusieurs pays – qui définissent les taux d'incorporation d'éthanol et de biodiesel dans la consommation totale de carburant, indépendamment des conditions du marché – ainsi que divers types de subventions et d'incitations fiscales semblent devoir entretenir l'influence de la production de biocarburants sur les prix agricoles, et cela, bien que les perspectives relatives au prix du brut semblent plus modestes qu'au début de 2008. Les marchés de l'énergie étant plus vastes que les marchés agricoles, les prix de l'énergie tendent à déterminer les prix des biocarburants et

de leurs matières premières (FAO, 2008b). En deuxième lieu, tandis que le niveau actuel des prix du brut n'est pas de nature à entraîner une nouvelle augmentation de la production de biocarburants à court terme, les prix resteront élevés en termes réels, au regard des tendances historiques. Cette situation continuera de se traduire par le renchérissement des engrais chimiques et organiques, et par des coûts de transport élevés. Enfin, le ralentissement qui semble frapper la productivité agricole suppose que toute augmentation de la production aura pour corollaire une majoration des coûts unitaires réels. L'analyse de l'évolution de la situation des prix réels des produits cultivés montre que la tendance à long terme à la baisse, évidente depuis plusieurs décennies, pourrait avoir pris fin en 2000 et que les projections ne laissent prévoir aucune reprise de la tendance à la baisse à moyen terme. (voir la figure 20, page 126).

### LA PRODUCTION AGRICOLE

Comment l'agriculture s'est-elle comportée face à la crise des prix de 2007-08 et comment peut-elle réagir dans le contexte de la récession mondiale et au-delà? D'après les estimations reposant sur les chiffres<sup>8</sup> de production issus de l'indice de la FAO et de l'estimation OCDE-FAO (2009), la production agricole mondiale a augmenté en 2008 de 3,9 pour cent par rapport à 2007, un certain nombre de pays ayant accru la production en réponse à l'augmentation des prix de 2007 et même de meilleures perspectives de prix pour 2008 (figure 21, page 127). Cette expansion de la production faisait suite à deux années consécutives (2006 et 2007) de performances inférieures à la tendance de la croissance mondiale pour la décennie, soit environ 2,2 pour cent.

Les réponses de l'offre agricole en 2008 ont varié selon les régions. Dans ce domaine, ce sont surtout les pays européens et de la Communauté des États indépendants (CEI) et les pays industrialisés en général qui ont réagi. L'accroissement de l'offre dans le premier groupe est estimé à 13 pour cent, même si ce taux élevé est essentiellement

<sup>8</sup> Indices FAOSTAT de la production agricole: chiffres de la production agricole nette (FAO, 2009b).

## ENCADRÉ 20

**Les prix des produits alimentaires sur le marché intérieur des pays en développement restent élevés**

Dans le cadre de l'Initiative de la FAO contre la flambée des prix des denrées alimentaires qui vise à contribuer au suivi et à l'analyse des tendances des prix des produits alimentaires sur le marché intérieur des pays en développement, le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO a lancé le projet «Prix nationaux des aliments – base de données et outil d'analyse»<sup>1</sup>. Cette base de données couvre près de 800 séries mensuelles des prix du commerce de détail et du commerce de gros des principaux aliments<sup>2</sup> consommés dans 58 pays en développement, ainsi que les prix à l'exportation des céréales.

Une première analyse (en avril 2009) des données a confirmé que les prix sur le marché intérieur des pays en développement sont restés globalement très élevés, bien que les prix sur le marché international aient considérablement reculé par rapport à 2008. Les prix sur le marché international de l'exportation du maïs, du sorgho, du blé et du riz ont diminué respectivement de 31, 38, 39 et 30 pour cent par rapport à 12 mois plus tôt et entre 37 et 53 pour cent par rapport à leur niveau record de 2008. La situation des prix des céréales sur le marché intérieur des pays en développement contraste fortement avec ce constat. Dans environ 80 pour cent des pays recensés dans la base de données, les dernières estimations des prix nominaux<sup>3</sup> sur le marché intérieur

révèlent une hausse par rapport à l'année précédente. Entre 35 et 65 pour cent des pays, selon le type de céréales, ont enregistré une augmentation par rapport à trois mois plus tôt, et les derniers prix des aliments disponibles dans la base SMIAR, à savoir du mois de mars 2009, dans 10 à 30 pour cent des pays ils sont les plus élevés jamais enregistrés.

La situation est encore plus grave en Afrique subsaharienne. Les prix du riz sur le marché intérieur sont beaucoup plus élevés qu'il y a 12 mois dans l'ensemble des pays recensés dans la base de données, tandis que les prix du maïs, du millet et du sorgho ont progressé dans 89 pour cent de ces pays. S'agissant du blé et de ses produits dérivés, 71 pour cent des pays étudiés ont enregistré des prix plus élevés que 12 mois plus tôt. À l'exception du millet, les derniers prix pour les autres céréales ont largement dépassé leur niveau record de 2008 dans près d'un tiers des pays, dont la plupart en Afrique orientale et australe. Cependant, les prix des aliments demeurent également élevés dans d'autres régions, notamment ceux du riz en Asie et du maïs et du blé en Amérique centrale et du Sud.

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse suivante: [www.fao.org/giews/pricetool](http://www.fao.org/giews/pricetool)

<sup>2</sup> Principalement les céréales et les produits à base de céréales, mais également les haricots, le manioc, les pommes de terre et certains produits de l'élevage.

<sup>3</sup> L'estimation des prix la plus récente se rapporte, à quelques exceptions près, à la période entre janvier et avril 2009.

Source: FAO, 2009d.

dû à des récoltes excellentes après plusieurs années de croissance au ralenti. L'apport quantitatif le plus significatif est celui des pays industrialisés, qui dominent aussi les marchés d'exportation. La production en provenance de ce groupe a augmenté de près de 6 pour cent en 2008.

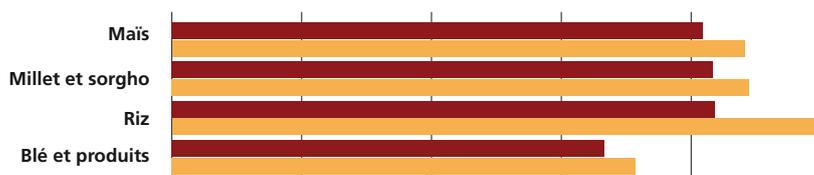
Parmi les pays en développement, la croissance été importante en Afrique où le taux de 4 pour cent traduit essentiellement

une reprise après la croissance négative de 2007.

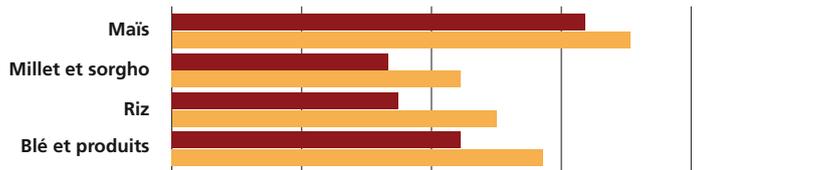
Les estimations relatives au groupe des pays en développement excluent pratiquement toute production supérieure à la tendance, avec une croissance en deçà des valeurs de référence en Amérique latine et une légère diminution de la production en Asie. En raison de la faible transmission des prix dans les pays en

Pourcentage des pays de la base de données dont les dernières estimations des prix sont supérieures à la période spécifiée ou au maximum enregistré

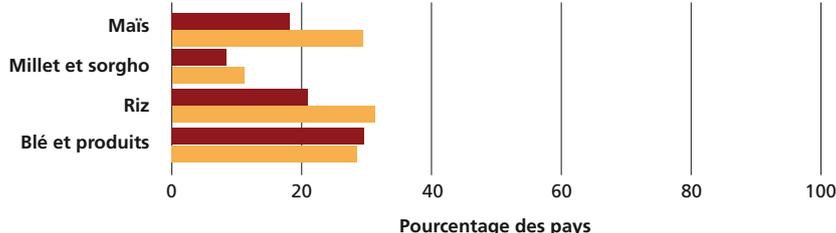
dernier prix > 12 mois auparavant



dernier prix > 3 mois auparavant



dernier prix est le maximum enregistré



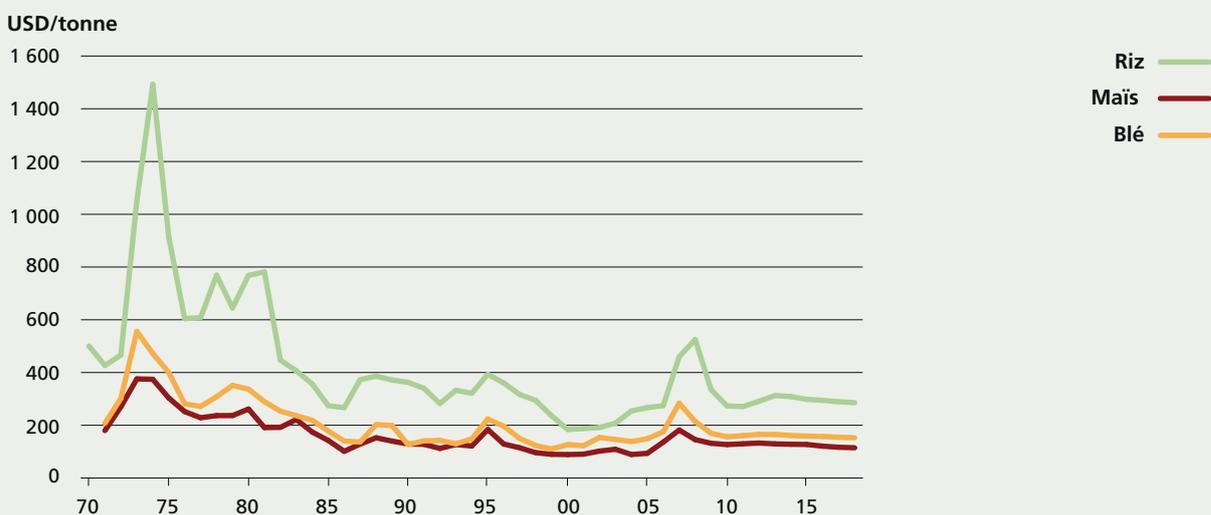
■ Tous les pays    ■ Afrique subsaharienne

développement, couplée à des contraintes du côté des disponibilités, en particulier de la disponibilité et de l'utilisation limitées d'intrants modernes, aux difficultés d'accès aux marchés et aux infrastructures peu solides constatées dans de nombreux pays, l'offre ne réagit qu'en présence de dispositifs d'incitation renforcés.

Si l'agriculture mondiale a connu une expansion en 2008, celle-ci a été relativement

modeste et presque entièrement limitée à un petit nombre de pays qui sont exportateurs traditionnels de céréales à destination du marché mondial. Les perspectives de croissance de la production agricole en 2009 apparaissent elles aussi limitées, en particulier dans le contexte de la récession économique grave, marquée par une demande faible et la difficulté éprouvée par les pays en développement à renouveler

FIGURE 20  
Prix réels des céréales



Note: Blé des États-Unis, HRW n° 2; maïs des États-Unis, n° 2; riz usiné, grade B, Bangkok. Corrigé avec le PIB des États-Unis comme déflateur.

Source: OCDE-FAO, 2009, pour des projections de 2009 à 2018.

leurs performances de 2008. De plus, les dérogations aux obligations de mise hors-culture au sein de l'Union européenne (UE) ont joué pour beaucoup dans l'augmentation de la production. La production dans la CEI et les pays industrialisés n'atteindra pas le niveau de 2008. En revanche, elle sera sans doute plus réactive dans de nombreux pays en développement si les prix restent élevés dans ces régions.

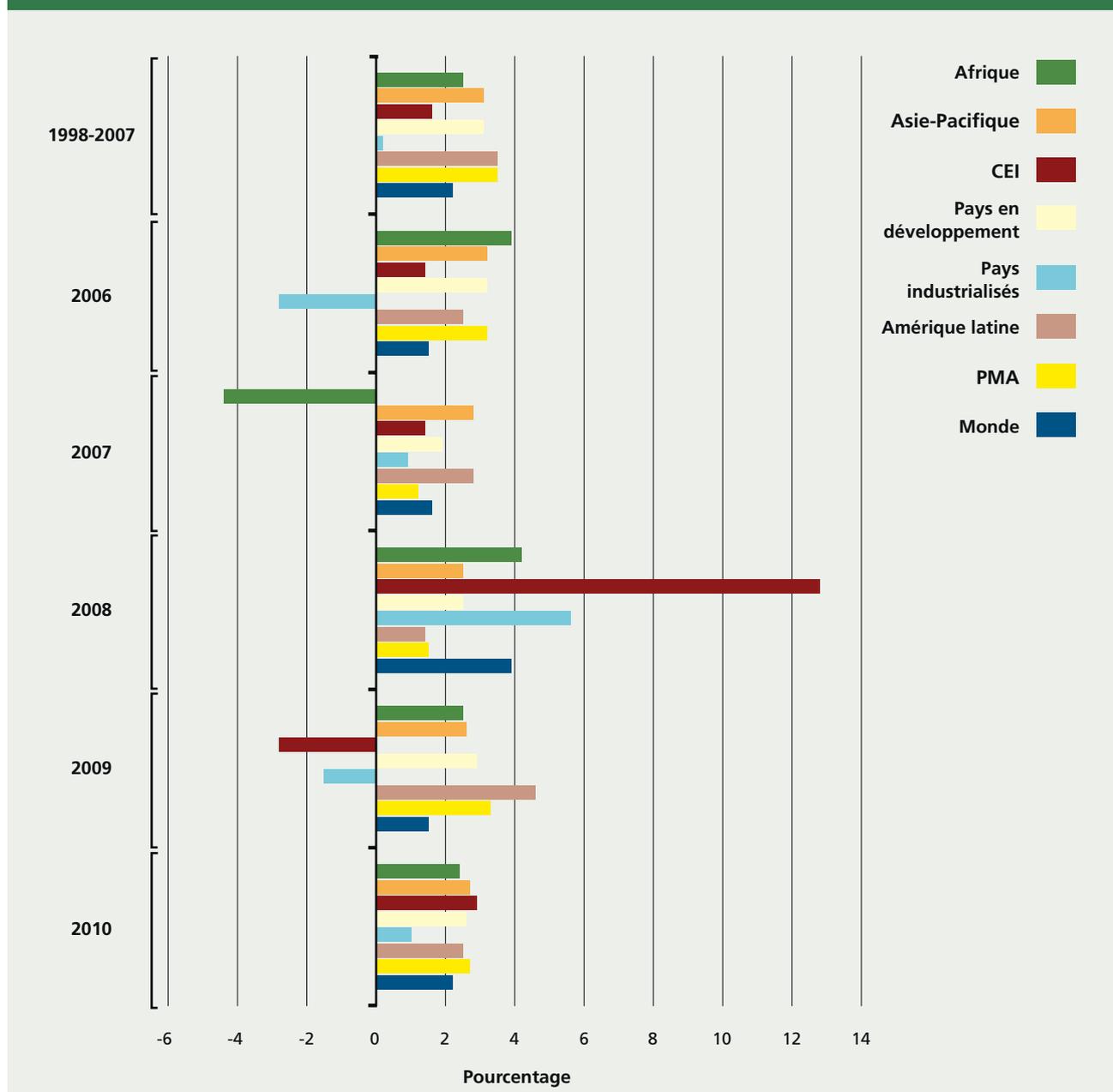
À moyen terme, les estimations OCDE-FAO (2009) indiquent que la croissance de la production agricole pendant les 10 prochaines années n'égalera pas celle de la décennie écoulée, la croissance annuelle moyenne passant de 2,0 pour cent en 1999-2008 à 1,7 pour cent en 2009-2018. En conséquence, les taux de croissance par habitant devraient être identiques (soit 0,6 pour cent).

Dans les pays industrialisés, la production agricole a connu la plus faible croissance au cours des 10 dernières années, en particulier en raison de la stagnation des taux de croissance en Europe. De fait, en 2009, la production agricole de l'Europe a s'établir selon les estimations à un niveau plus bas qu'en 2000. Malgré la dépréciation du taux de change qui a généralement pour effet de stimuler la demande à l'exportation, les prévisions indiquent que la production

agricole aux États-Unis d'Amérique n'a augmenté que d'environ 12 pour cent pendant la même période. De plus, pendant les 10 prochaines années, la croissance de la production agricole devrait être plus lente dans les pays industrialisés, tandis que les pays d'Amérique latine, d'Asie et de la CEI connaîtront une croissance beaucoup plus rapide. D'ici 2018, la production agricole dans ces régions devrait s'accroître respectivement de 75,53 et 58 pour cent par rapport à 2000, contre une augmentation de 12 pour cent seulement pour les économies industrialisées. Il se peut que la production agricole du Brésil, pour laquelle les estimations font état d'un remarquable bond de 50 pour cent depuis 2000, bénéficie d'une nouvelle expansion de 50 pour cent au cours des 10 années à venir.

Les chances de croissance à plus long terme dans le domaine agricole semblent résider dans les régions situées en dehors des pays industriels (figure 22, page 128). À cet égard, des investissements sont réalisés dans ces régions de développement potentiel de l'offre, par des pays en développement à revenu plus élevé soucieux de leur propre sécurité alimentaire à long terme. Ces investissements peuvent favoriser le développement du secteur agricole et, dans la foulée, modifier à long terme

FIGURE 21  
Croissance de la production agricole, par région



Source: Indice FAOSTAT de la production agricole nette jusqu'en 2007 (FAO, 2009b). Extrapolation d'après OCDE-FAO, 2009.

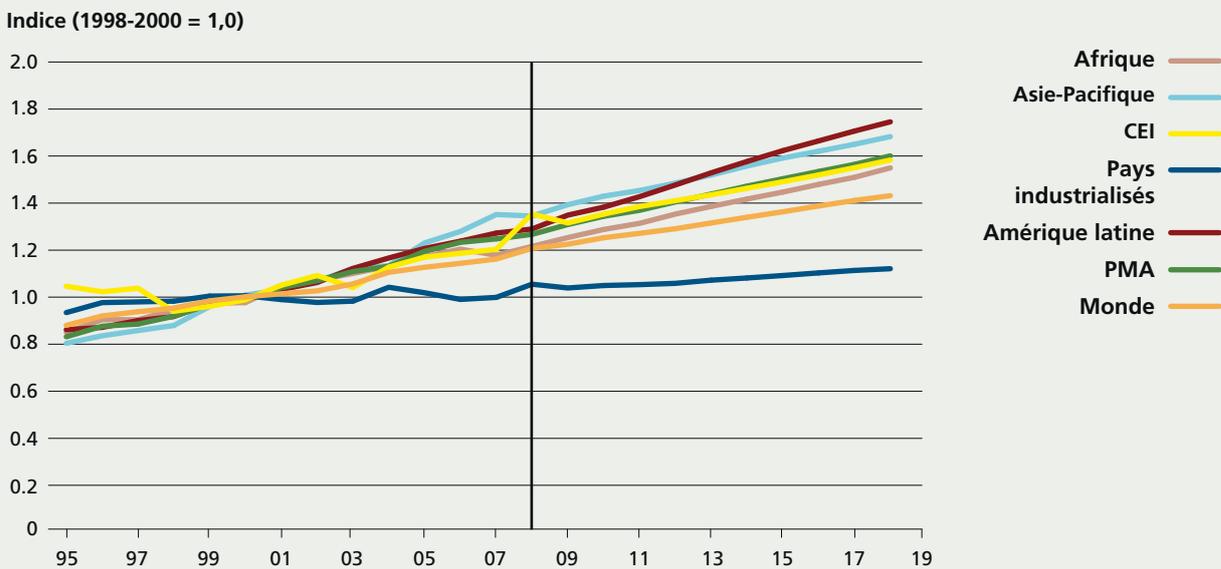
la géographie des activités agricoles.

Toutefois, dans le contexte des marchés fonciers non encore développés, pour que ces investissements soient durables et se traduisent par des résultats équitables, ils exigeront une nette amélioration des cadres garantissant la protection des ressources nationales et des populations locales face au risque d'exploitation (FAO, IIED et FIDA, 2009).

## LE COMMERCE DES PRODUITS AGRICOLES

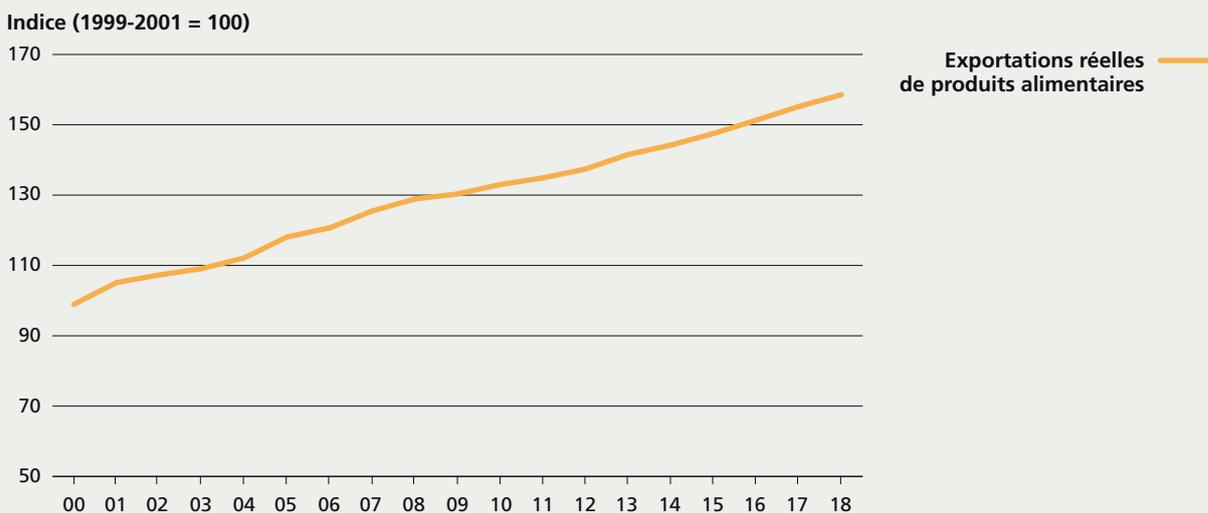
À court terme, les volumes commerciaux sont très sensibles aux conditions économiques et aux variations de la production par région, en particulier dans les régions exportatrices nettes. Au moment de la rédaction du présent rapport (juin 2009), peu d'informations étaient disponibles

**FIGURE 22**  
Tendances à long terme de la production agricole, par région



Source: Indice FAOSTAT de la production agricole nette jusqu'en 2007 (FAO, 2009b). Extrapolation d'après OCDE-FAO, 2009.

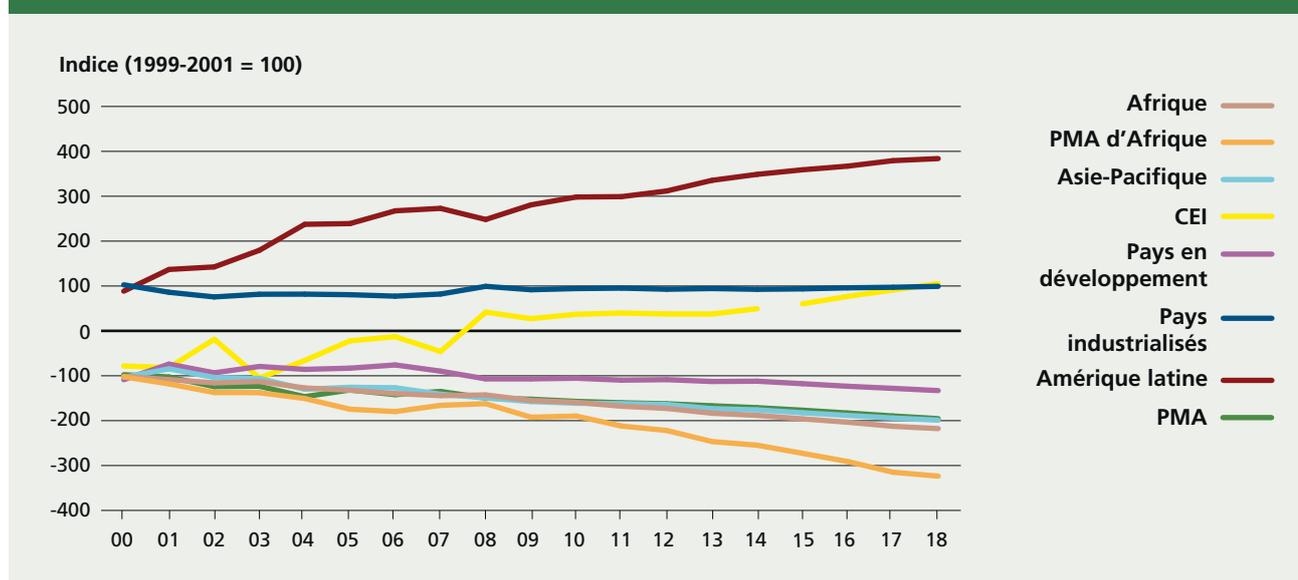
**FIGURE 23**  
Évolution des exportations réelles mondiales de produits alimentaires



Note: L'indice des exportations réelles, qui utilise des prix de référence 1999-2001 pour pondérer les exportations par produit, mesure les variations des exportations en USD constants.

Source: OCDE-FAO, 2009.

FIGURE 24  
Évolution du commerce net réel des produits alimentaires par région



Note: Indice des exportations nettes réelles par région, à l'aide des prix de référence 2000 comme pondération des exportations nettes par produit.

Source: OCDE-FAO, 2009.

à l'échelle mondiale concernant les modifications des échanges agricoles pendant la crise des prix de 2008. Les effets éventuels de la récession sur le commerce en 2009 et 2010 sont difficiles à cerner, d'autant que la disponibilité de crédit pour les importateurs, particulièrement dans les pays en développement, est une contrainte importante. Pour le moyen terme, les projections fondées sur l'étude OCDE-FAO (2009) indiquent que pour les produits vivriers, la croissance des échanges réels se poursuivra lentement (figure 23)<sup>9</sup>.

Les tendances à moyen terme du commerce des denrées alimentaires laissent entrevoir une modification des schémas relatifs aux échanges internationaux. (figure 24). Face à une croissance relativement lente de la

production agricole et à la stagnation de la demande alimentaire, les exportations réelles nettes de produits alimentaires des pays industrialisés ont stagné ces dernières années et un tel schéma ne devrait pas se modifier à moyen terme. En tant que groupe, les pays industriels resteront fournisseurs excédentaires et continueront d'exporter vers les pays tiers tandis que les pays en développement resteront, collectivement, acheteurs nets de denrées alimentaires.

Cependant, parmi les pays en développement, une expansion à la fois importante et continue des échanges nets est projetée pour les pays d'Amérique latine, notamment l'Argentine et le Brésil, tandis qu'un plus grand nombre de pays de la région Asie Pacifique et d'Afrique rejoindront les rangs des importateurs nets. L'excédent alimentaire net du Brésil a presque quadruplé depuis 2000 et devrait encore augmenter de 50 pour cent en 10 ans. Les pays de la CEI devraient émerger comme fournisseurs nets d'aliments, passant à moyenne échéance du statut d'importateurs nets à celui d'exportateurs nets. Le déficit alimentaire important qui persiste dans les pays les moins avancés (PMA), en particulier ceux d'Afrique, suscite l'inquiétude d'autant qu'il devrait augmenter de 50 pour cent en

<sup>9</sup> La valeur des indices relatifs aux échanges réels de produits alimentaires (comme les indices nets de la production agricole) indiquent le niveau relatif des échanges globaux de denrées alimentaires de base à prix constants, sur la base de la moyenne pour la période de référence 1999-2001. Les chiffres du commerce annuel à partir de ces estimations sont approximatifs car ils conjuguent les données de la campagne de commercialisation pour les produits récoltés avec les données de l'année civile pour d'autres catégories de produits. Ces estimations sont utilisées pour dégager les tendances récentes et non pour établir les performances commerciales annuelles.

## ENCADRÉ 21

**Le retour des prix élevés pour les produits agricoles?**

Les prix des produits agricoles ont fortement reculé au début de la récession mondiale du deuxième semestre 2008. Pratiquement tous les produits de base ont brutalement chuté en raison d'une faible demande et des réponses apportées, en termes d'approvisionnement, aux prix souvent vertigineux enregistrés par les produits agricoles ces deux dernières années. Quelle est la probabilité d'une résurgence des prix si la croissance mondiale devait retrouver un rythme plus dynamique et si les prix du pétrole renouaient avec leurs niveaux de 2008?

Le modèle Aglink-Cosimo OCDE-FAO a permis d'élaborer un scénario selon lequel la croissance économique mondiale de l'ensemble des pays retrouverait la vigueur enregistrée entre 2004 et 2007 et les prix du pétrole renoueraient avec les 100 USD le baril<sup>1</sup>. Le scénario ainsi obtenu est comparé à la projection de référence tirée des *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2009-2018* (OCDE-FAO, 2009), qui prévoit une croissance économique des pays développés et en développement inférieure respectivement de 1 pour cent et de 2 pour cent, et des prix du pétrole oscillant entre 60 USD en 2012 et 70 USD le baril en 2018.

Les simulations du modèle indiquent que d'après ce simple scénario de reprise

de la croissance et de hausse des prix du brut, les prix internationaux des produits alimentaires de base augmenteraient de 20 à 25 pour cent par rapport à la projection de référence. Néanmoins, ils ne retrouveraient pas leurs niveaux de 2007-08, à l'exception du maïs qui dépend davantage du prix du brut (en raison de son importance en tant que matière première pour la production d'éthanol). Cependant, l'analyse montre clairement l'extrême sensibilité actuelle du secteur agricole aux hausses des prix de l'énergie, qui affectent l'offre mais également de plus en plus la demande sur le marché mondial des produits alimentaires.

<sup>1</sup> Plus précisément, selon ce scénario, la croissance reprendrait en 2011 et les prix du pétrole atteindraient 100 USD le baril, d'ici à 2012. Tous les autres facteurs déterminants, tels que la productivité, l'inflation et les taux de change, restent constants comme illustré dans OCDE-FAO (2009).

Source: FAO.

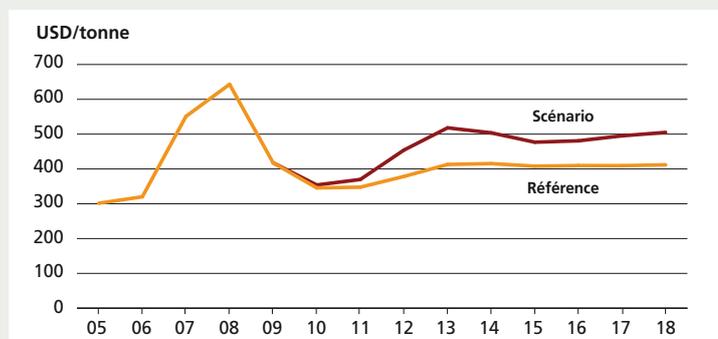
termes réels dans les 10 prochaines années, accentuant la dépendance de ces pays vis-à-vis des livraisons étrangères.

### **LES MESURES PRISES FACE À LA HAUSSE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET LEUR IMPACT SUR LES MARCHÉS AGRICOLES**

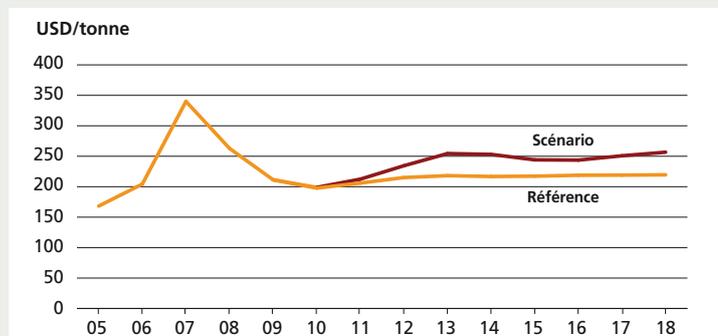
Confrontés à la hausse continue des prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux en 2007 et 2008, de nombreux pays ont adopté des mesures destinées à atténuer son impact sur la population (FAO, 2009e). Ces mesures, qui visent diverses

classes de produits importants, relèvent de quatre grands domaines: les politiques relatives au commerce, à la production, à la consommation et aux stocks. La plupart de ces politiques ont été appliquées pendant des périodes limitées. Toutefois, certaines d'entre elles, qui avaient été introduites en 2007, sont toujours en vigueur en 2009 malgré le recul sensible des prix internationaux.

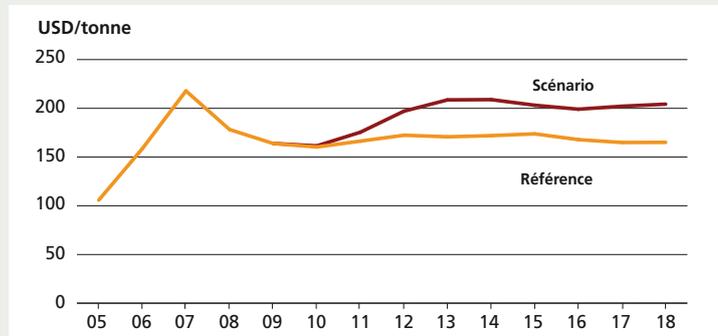
Une interrogation importante porte sur l'impact conjugué de ces politiques sur les marchés internationaux et intérieurs et sur l'effet de déstabilisation éventuellement produit par l'absence de coordination de telles mesures, qui accentueraient la volatilité



PRIX DU RIZ



PRIX DU BLÉ



PRIX DU MAÏS

des prix. Cette question est importante pour deux raisons au moins. Tout d'abord les politiques d'un pays ou d'un groupe de pays peuvent annuler ou réduire l'efficacité des politiques adoptées par d'autres. Ensuite, certaines mesures peuvent être simplement inefficaces, voire compromettre la résolution du problème le plus important, qui est l'impact de la hausse des prix sur les consommateurs pauvres.

La présente section passe en revue les divers types de mesures mises en place dans les pays et en examine les répercussions éventuelles. Elle présente en conclusion quelques analyses de scénarios simples sur la base du modèle Aglink-Cosimo OCDE-

FAO afin de mesurer la nature et l'ampleur de l'impact de ces mesures sur les marchés agricoles.

### Les politiques relatives au commerce *Mesures visant les exportations*

Les politiques relatives à l'exportation comprennent les taxes à l'exportation et les subventions, les interdictions d'exporter et autres mesures de restriction quantitatives. Elles sont généralement appliquées par les pays exportateurs nets pour améliorer la situation de l'offre sur le marché intérieur. Ces mesures de taxation, d'interdiction et de contingentement sont un puissant facteur de distorsion, en particulier les

interdictions (qui coupent net le lien entre marchés domestiques et internationaux). Selon la mesure appliquée et son incidence précise sur la restriction des échanges, ces politiques réduisent à divers degrés les prix à la consommation intérieure. Toutefois, elles réduisent les gains et, par conséquent, l'encouragement à la production qui s'exerce lorsque les prix sont élevés, limitant ainsi la réponse de l'offre à plus long terme. De plus, en réduisant les exportations, elles ont tendance à faire monter les cours sur les marchés internationaux. En revanche, les taxes à l'exportation peuvent renforcer la position budgétaire d'un gouvernement et lui permettre d'introduire des mesures et programmes de protection sociale ciblés.

L'Inde, qui est le troisième exportateur mondial de riz, a interdit les exportations rizicoles autres que celles du riz basmati et limité les exportations de ce produit, entraînant une baisse significative des disponibilités exportables. De surcroît, l'Inde a interdit les exportations de maïs. La Chine a éliminé les remises sur la taxe à la valeur ajoutée relatives aux exportations de blé, de maïs et de soja et a imposé une taxe à l'exportation sur une série de produits céréaliers et autres. Avant le 20 décembre 2007, les exportations de ces produits agricoles bénéficiaient d'une remise de 13 pour cent de leur valeur déclarée au port d'exportation. Le Bangladesh, le Cambodge, l'Égypte, l'Indonésie et le Viet Nam ont interdit les exportations de riz tandis que l'Inde, le Pakistan, la Serbie et l'Ukraine ont interdit celles de blé. Le Kazakhstan et la Fédération de Russie ont relevé les taxes sur les exportations de blé et la Fédération de Russie a introduit une taxe à l'exportation de 30 pour cent sur l'orge. De même, la Malaisie a infligé des taxes à l'exportation sur l'huile de palme, tandis que l'Argentine a renforcé la taxation des exportations de blé, de maïs, de soja et de ses produits dérivés.

#### **Mesures visant les importations**

L'une des mesures les plus courantes, surtout dans les pays importateurs nets, était l'élimination ou la réduction des droits et des taxes à l'importation pour les produits alimentaires. Tout comme les politiques appliquées aux exportations, ces mesures ont pour effet de faire baisser les prix à la

consommation et les prix à la production. Toutefois, l'échelle de réduction des prix est souvent moins étendue que dans le cas des mesures d'interdiction et de taxation des exportations car elle est limitée par le seuil du droit tarifaire ou de la taxe en vigueur. Ces mesures occasionnent une diminution des recettes pour les gouvernements. Pour les denrées alimentaires, la réduction des taxes est fonction des revenus car les segments les plus pauvres de la population consacrent une part plus large de leurs revenus à l'achat de nourriture. Toutefois, le ciblage n'est pas aussi efficace que dans le cadre de programmes de protection sociale créés à cet effet.

Certains pays (et l'UE) ont réduit ou éliminé les droits tarifaires ou les taxes sur les produits alimentaires. Il s'agit notamment du Bangladesh, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie, de la République islamique d'Iran, du Mali, du Mexique, du Maroc, du Pakistan, du Pérou, des Philippines, du Sénégal et de la Turquie. Dans certains cas, les réductions tarifaires ont été très importantes. Le Nigéria a opéré une réduction spectaculaire des droits sur les importations de riz de 100 à 2,7 pour cent et la Turquie a réduit les taxes à l'importation sur le blé de 130 à 8 pour cent et ceux sur l'orge de 100 à zéro pour cent, tandis que l'Inde a révoqué un prélèvement de 36 pour cent sur les importations de farine de blé.

Plusieurs pays ont suspendu ou réduit les taxes intérieures sur les produits alimentaires. Le Brésil a allégé le régime de taxation du blé, de la farine de blé et du pain. De même, la taxe à la valeur ajoutée a été diminuée pour une gamme de denrées alimentaires de base importées et autres produits au Congo, pour le riz à Madagascar, le riz et le pain au Kenya et les céréales vivrières et la farine en Éthiopie.

#### **Les politiques relatives à la production**

Afin d'encourager l'essor de la production, différentes mesures de soutien aux producteurs ont été introduites, notamment des subventions pour l'achat d'intrants, le soutien des prix à la production accompagné d'un allègement des critères de mise hors culture des terres arables. Ces politiques peuvent être onéreuses et leur impact sur les prix à la consommation est limité si le marché intérieur est ouvert mais

plus substantiel lorsque les liens avec les marchés internationaux sont fragiles. S'il n'est pas bien géré, le subventionnement des intrants peut aussi entraîner une augmentation des prix de ces derniers, sous l'effet d'une demande accrue, ce qui avantage les fournisseurs d'intrants plus que les producteurs agricoles. L'assouplissement des critères de mise hors culture, sans lequel la production risque de rester insensible à la hausse des prix, est très efficace lorsqu'il s'agit de stimuler la production et peut effectivement réduire les prix intérieurs en présence d'un marché fermé. Lorsqu'il est appliqué par les principaux exportateurs, comme l'UE, il peut aussi avoir un important effet modérateur sur les prix internationaux.

Les pays qui ont renforcé les subventions aux intrants sont entre autres le Bangladesh, la Chine, la République dominicaine, l'Indonésie et Madagascar. Dans certains cas, cette politique a été accompagnée de mesures favorisant l'accès aux mécanismes de financement et de crédit et de mesures douanières telles que la réduction des taxes à l'importation et la majoration des droits d'exportation sur les intrants. La Chine a augmenté son prix plancher pour le riz et le blé. Elle a aussi renforcé en 2008 le soutien accordé par l'État aux agriculteurs sans intervention sur les prix, notamment sous forme de paiements directs, de subventions pour l'achat des semences et de machines agricoles, de subventions pour les carburants agricoles, et pour les engrais (Fang, 2009). Les subventions totales en 2008 se sont élevées à 102,9 milliards de RMB (14,8 milliards d'USD), soit deux fois le montant de l'année précédente. Le Gouvernement a recouru plusieurs fois en 2008 à la taxation des exportations d'engrais chimiques, afin de contrôler les exportations et de satisfaire la demande des agriculteurs chinois. En Inde, le prix de soutien minimum du paddy a fait un bond de 37 pour cent entre la campagne de 2006/07 et celle de 2008/09 (de 6 200 à 8 500 INR la tonne) (Gulati et Dutta, 2009). Afin de stimuler la production, l'Indonésie a lancé un programme d'intensification de la production rizicole auquel participent l'Office national de la logistique (Bulog), des sociétés privées, des banques et des groupements d'agriculteurs. Le subventionnement des engrais a également augmenté de 240 pour cent. L'UE a abrogé l'obligation de mise

hors culture de 5 pour cent pour les terres arables pour la campagne 2008/09, mesure qui a largement contribué à l'augmentation sensible de la production céréalière de l'UE en 2008.

Les préoccupations à l'égard de la fiabilité des marchés internationaux en tant que source d'approvisionnements alimentaires sont à l'origine, dans de nombreux pays, d'un regain d'intérêt pour l'autosuffisance alimentaire, considérée comme un moyen pour réaliser la sécurité alimentaire nationale. De nombreux pays importateurs nets d'aliments dans le monde procèdent à l'ajustement de leur stratégie de développement agricole et accordent la priorité à l'expansion de la production afin d'être moins dépendants des importations. Les Philippines ont décidé d'encourager la production alimentaire dans le but de parvenir à l'autosuffisance pour les aliments de base d'ici 2010. L'Arménie a annoncé qu'elle s'efforce de devenir autosuffisante en blé d'ici 2009/10 par le biais de subventions qui favorisent l'expansion des terres arables et de l'irrigation. Le Gouvernement du Kazakhstan a prévu d'injecter 3 millions d'USD dans le secteur agricole pour aider les agriculteurs à résister aux effets de la crise mondiale du crédit. La Malaisie a alloué 1,29 milliard d'USD pour encourager la riziculture tout en augmentant le prix de soutien minimum du riz.

### Les politiques relatives à la consommation

Les politiques de soutien aux consommateurs et groupes vulnérables ont comporté entre autres les mesures suivantes:

- subventions directes à la consommation;
- déductions fiscales;
- distribution des stocks publics;
- soutien des prix;
- augmentation des salaires du secteur public;
- programmes de protection sociale.

Les programmes ciblés de transfert de revenus peuvent s'avérer beaucoup plus efficaces et efficients pour atteindre les pauvres que les abattements fiscaux et les subventions à la consommation. Les transferts d'aliments, les coupons et les bons d'alimentation ainsi que les programmes d'alimentation scolaire sont des exemples de ce type d'assistance alimentaire.

Des programmes de vivres-contre-travail avec ciblage par autosélection ont été mis en place par des pays tels que le Bangladesh, le Cambodge, l'Éthiopie, Haïti, l'Inde, le Libéria, Madagascar et le Pérou, tandis que l'Afghanistan, l'Angola, le Bangladesh et le Cambodge ont distribué de l'aide alimentaire d'urgence. Des programmes d'alimentation scolaire ont été mis en œuvre au Brésil, au Burkina Faso, au Cap-Vert, en Chine, au Honduras, au Kenya, au Mexique et au Mozambique. Des pays tels que, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Indonésie, la Jordanie, le Liban, la Mongolie, le Maroc, les Philippines et la République dominicaine ont vendu des denrées alimentaires à prix subventionnés à des groupes cibles.

#### Les politiques relatives aux stocks

La constitution de stocks publics et leur déblocage dans le but de stabiliser les prix alimentaires à l'échelon national sont un mécanisme courant pour enrayer le problème de la hausse des prix. L'augmentation et l'accumulation des stocks pourraient renforcer les prix alimentaires, tandis que l'écoulement des stocks sur les marchés entraîne l'effet inverse. En présence d'un marché intérieur cloisonné, la politique des stocks peut, selon qu'elle tend à l'achat ou à la vente, stabiliser ou déstabiliser les prix. À l'échelle mondiale, une demande accrue au titre des stocks, exercée par les programmes nationaux d'intervention, les sociétés ou les producteurs individuels qui spéculent sur les prix élevés, peut faire encore grimper les prix. Toutefois, à long terme, les niveaux accrus des stocks sont ordinairement associés à des prix plus faibles à l'échelle internationale.

Le Bangladesh, le Cameroun, la Chine, l'Éthiopie, l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan et le Sénégal ont tous recouru aux stocks publics de denrées alimentaires pour atténuer la hausse des prix et ont offert des subventions ciblées et non ciblées pour les produits alimentaires de base. Plusieurs pays ont toutefois contribué à l'augmentation des prix internationaux en constituant des stocks par le biais d'achats sur le marché international dans le but de stabiliser leur propre marché. En Chine, le système national d'entrepôts céréaliers a relevé le plafond de ses stocks temporaires. En Inde, des achats records de riz et de blé en 2008 ont permis à la Food

Corporation of India de libérer sur le marché intérieur les volumes requis pour stabiliser les prix. Les stocks de riz et de blé de l'Inde devraient atteindre 40 à 45 millions de tonnes en juillet 2009 (contre les 26 millions de tonnes détenues habituellement). Aux Philippines, qui sont le premier importateur mondial de riz, le Gouvernement a porté à 2,4 millions de tonnes les volumes importés en 2008 (contre les 2,1 millions de tonnes de l'année précédente) dans le but de garantir une réserve de 30 jours au moins jusqu'à la fin de l'année. Le Gouvernement d'Arabie saoudite, l'un des principaux importateurs de riz du Proche-Orient a proposé aux importateurs de riz d'envisager un relèvement des stocks de céréales de 50 pour cent en 2008 afin de couvrir les besoins de la consommation nationale pour une période de 6-8 mois.

#### L'IMPACT DES POLITIQUES SUR LES MARCHÉS MONDIAUX

S'il est ardu d'évaluer l'impact d'un tel arsenal de politiques et de mesures dirigé contre la hausse des prix, il est encore plus difficile de distinguer ces effets d'autres facteurs qui sous-tendent la situation d'instabilité des marchés rencontrée en 2007-08, dans le contexte de laquelle ces mesures ont été appliquées. Toutefois, des leçons importantes peuvent être tirées d'une telle analyse. Le modèle Aglink-Cosimo OCDE-FAO relatif aux marchés internationaux des produits de base a été utilisé pour étudier les principales mesures adoptées en réponse à la hausse des prix des denrées alimentaires. Les plus importantes de ces politiques ont été insérées dans un scénario de base afin de comparer deux évolutions possibles – l'une avec l'application de ces politiques et l'autre sans<sup>10</sup>.

Les politiques faisant l'objet de cette analyse ont été insérées dans le modèle selon l'ordre chronologique d'entrée en vigueur à partir de la campagne commerciale 2007/08, et maintenues dans le modèle jusqu'au moment où elles sont devenues

<sup>10</sup> Les simulations sont fondées sur les informations détenues par la FAO (2009f) et se concentrent sur les politiques se prêtant le mieux à la modélisation et censées avoir un impact mesurable sur les marchés.

caduques. Les mesures encore en vigueur ont été conservées dans le protocole de modélisation pendant toute la période de référence jusqu'en 2012<sup>11</sup>. L'analyse s'est concentrée sur les marchés mondiaux du riz et du blé qui sont les marchés les plus touchés par les politiques adoptées. Les estimations de l'impact par pays peuvent varier considérablement par rapport aux résultats cumulatifs<sup>12</sup>.

Les impacts sur les marchés du riz et du blé, obtenus sur la base de ces scénarios et présentés dans la figure 25 illustrent quelques aspects importants. Les marchés rizicoles, qui sont relativement «minces» si on les compare aux niveaux de production et de consommation mondiaux, ont très nettement ressenti l'effet déstabilisateur des mesures de lutte contre la hausse des prix, avec des prix internationaux beaucoup plus élevés en 2007 et 2008 que dans le scénario de base. Dans le cas du riz, les distorsions les plus importantes ont été provoquées par les mesures douanières mises en œuvre en 2007 et 2008. Elles auraient à elles seules fait monter les cours mondiaux du riz de 12 pour cent sur une base annualisée, aussi bien en 2007 qu'en 2008. Si les mesures avaient été maintenues pendant les deux campagnes commerciales, les effets auraient été encore plus marqués. Les estimations indiquent que les politiques en matière de stocks ont entraîné un relèvement des stocks de riz d'environ 30 à 35 pour cent pendant ces deux années, majorant de quelque 5 et 3 pour cent respectivement les prix internationaux du riz pendant les campagnes de commercialisation de 2007 et 2008. Les mesures appliquées à la production, relativement mineures dans le cas des marchés rizicoles, sont réputées n'avoir eu aucune incidence sur les prix internationaux pendant les premières années de la période à l'étude. En outre, les mesures prises pour stimuler la consommation ont eu un impact

limité sur les prix du marché. Globalement, il est estimé que les politiques examinées ont accru la production mondiale de riz en 2007-09 mais ont fait baisser la consommation à l'échelle mondiale en 2007.

Pour les marchés du blé, les effets estimés sur les prix mondiaux sont plus atténués que pour le riz. À l'exception de la période initiale, où les mesures douanières induisent une augmentation des prix de 4 à 5 pour cent, l'impact le plus significatif sur les marchés est imputable aux politiques relatives à la production, qui ont effectivement entraîné jusqu'à 6 pour cent de baisse des prix (en 2009) et donné une impulsion à la consommation et à la production de blé. Si dans le cas du blé, le rôle estimé des mesures douanières est bien moins important que pour le riz, c'est que d'une part leur prévalence est plus faible que celles qui touchent le riz et que d'autre part les marchés internationaux du blé sont beaucoup moins «minces» que ceux du riz.

En conclusion, l'analyse suggère que les politiques mises en œuvre ont accru la production et la consommation de blé, avec une baisse des prix de référence à l'échelle mondiale. Elle indique toutefois qu'elles ont déstabilisé les marchés rizicoles, sans effet significatif à long terme sur les niveaux de consommation. Il importe d'ajouter que la suspension totale de l'obligation de mise hors culture de terres arables au sein de l'UE n'a pas été prise en compte. Dans le cas contraire, l'impact positif estimé sur la production et la consommation de produits cultivés aurait été beaucoup plus élevé, surtout pour le blé et les autres grandes cultures d'Europe.

## CONCLUSIONS

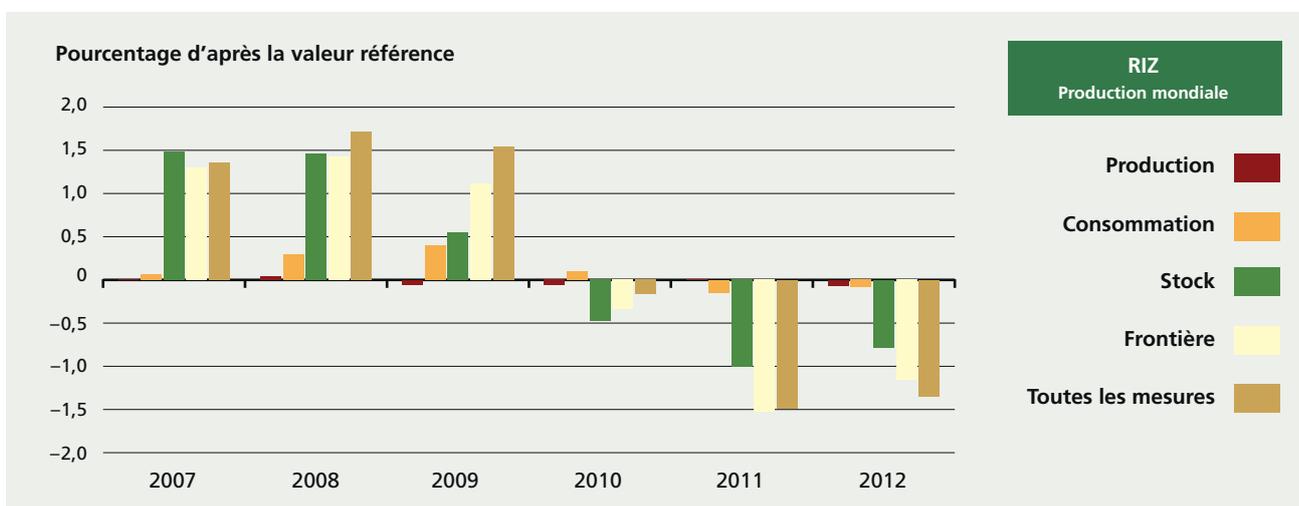
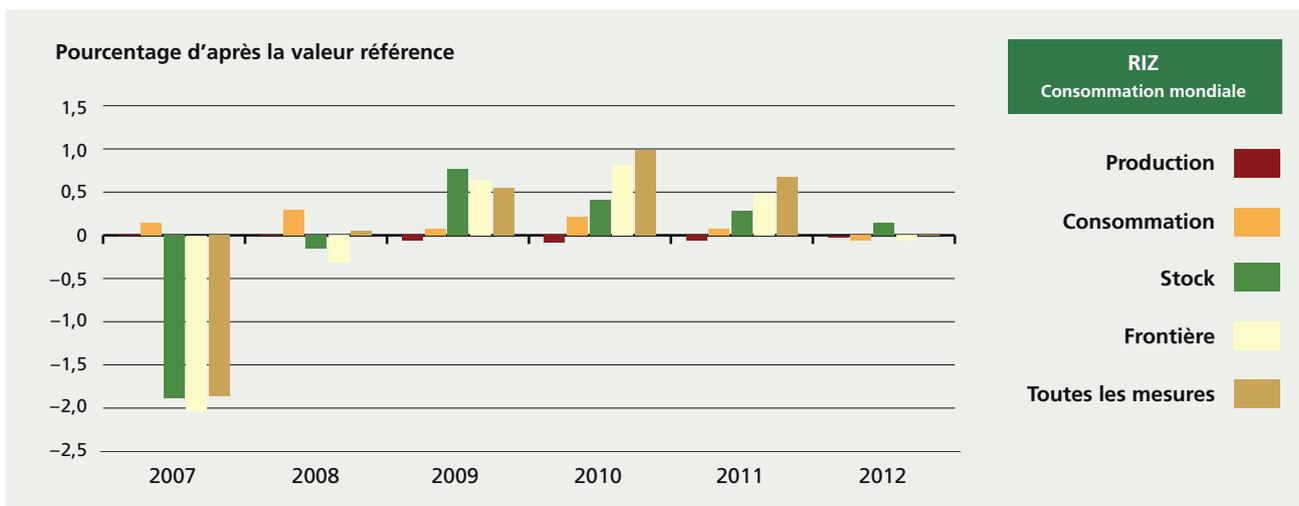
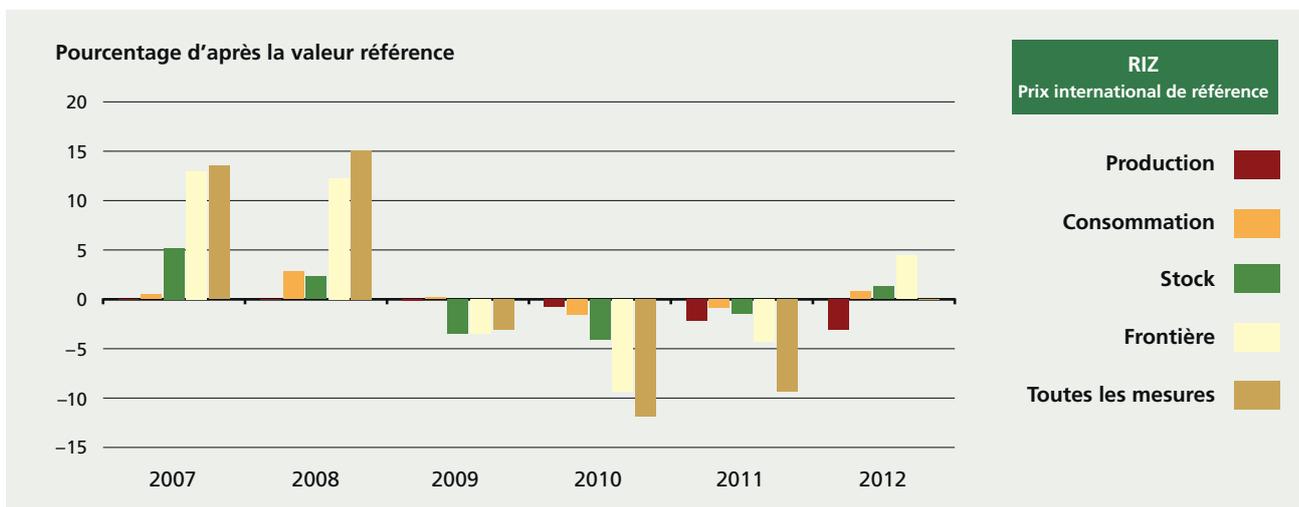
La succession rapide de deux crises majeures – la crise alimentaire mondiale et la crise financière couplée à la récession économique – ont représenté le coup le plus dur porté à la sécurité alimentaire mondiale depuis plusieurs décennies. Ces deux crises ont entraîné une augmentation brutale du nombre des personnes qui souffrent de la faim chronique et de la sous-alimentation dans le monde ainsi qu'un renversement de la tendance à la baisse, observée jusqu'alors, de la proportion de la population mondiale

<sup>11</sup> Le modèle Aglink-Cosimo OCDE-FAO est annuel. Les incidences des politiques en place pendant une partie seulement d'une période de deux années ou plus ont été introduites proportionnellement à leur durée sur les différentes campagnes de commercialisation. Toutefois, pour les mesures à brève échéance, cette procédure peut avoir entraîné une sous-estimation de l'ampleur des effets à court terme en les répartissant sur plus de deux ans.

<sup>12</sup> Un rapport en cours de préparation évaluera les incidences pour d'autres secteurs de produits et affinera l'analyse.

FIGURE 25

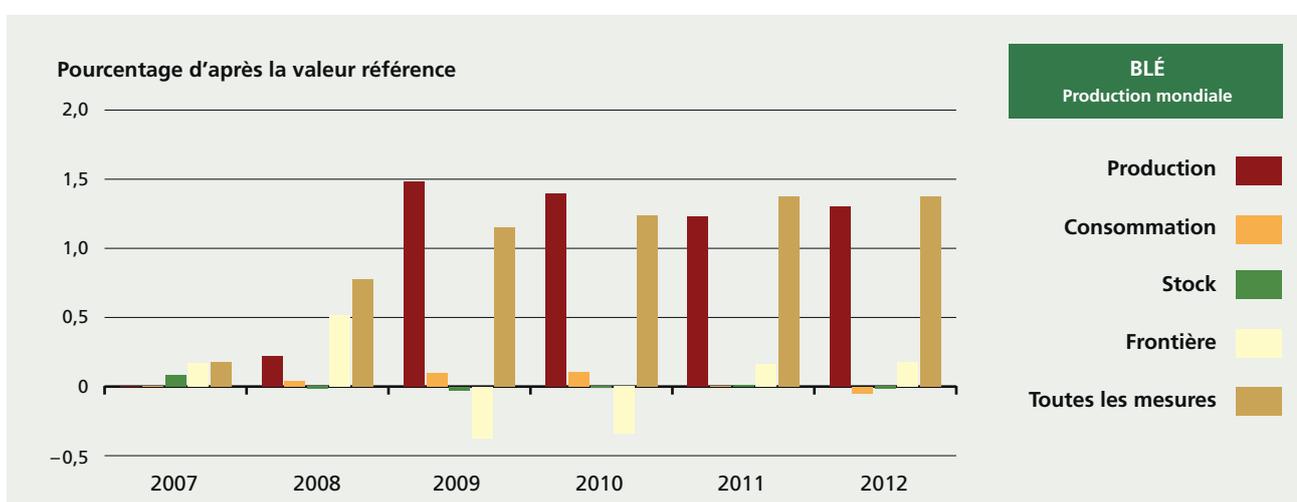
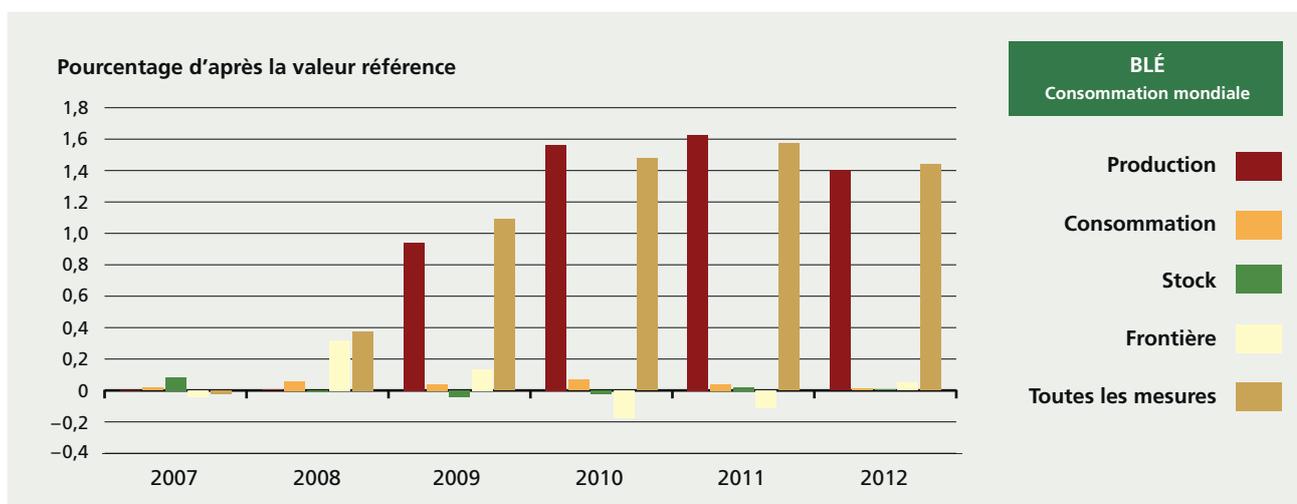
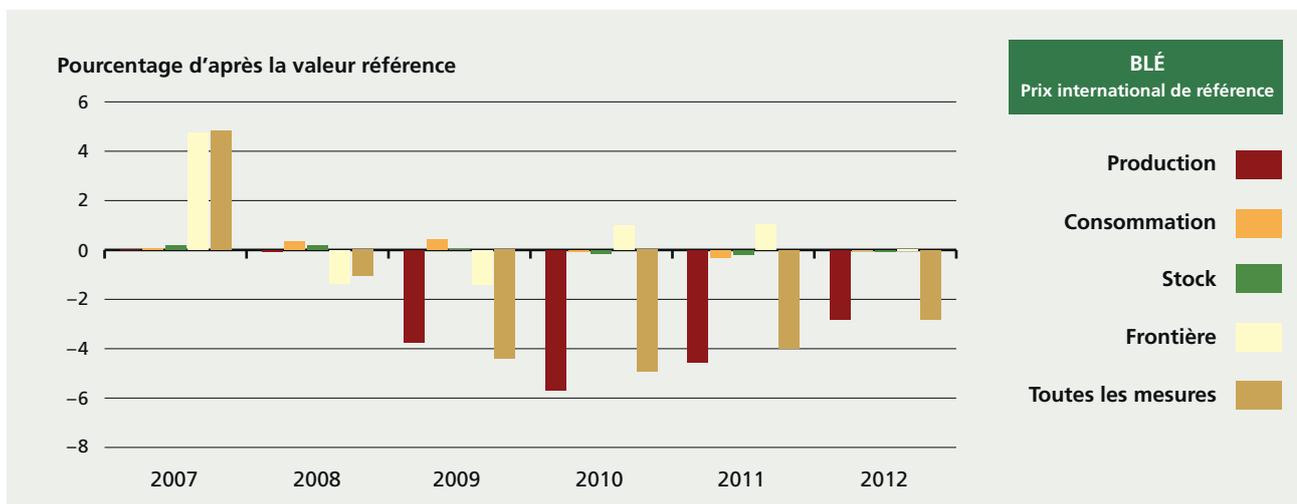
Estimation de l'impact des mesures relatives à la production, à la consommation, aux stocks et aux frontières sur les marchés du riz et du blé



(Suite)

FIGURE 25 (fin)

Estimation de l'impact des mesures relatives à la production, à la consommation, aux stocks et aux frontières sur les marchés du riz et du blé



n'ayant pas accès à une alimentation adéquate pour mener une vie saine et active.

Les origines de la crise financière – et du ralentissement économique qu'elle a déclenché – sont totalement étrangères au secteur agricole ainsi qu'aux pays en développement où les segments les plus pauvres de la population en subissent aujourd'hui les effets les plus dévastateurs. S'il est vrai qu'indépendamment de sa rapidité, la reprise de l'économie mondiale dépendra de facteurs qui dépassent le cadre de l'alimentation et de l'agriculture, l'impact de la crise exige dans l'immédiat des mesures efficaces afin de protéger les premières victimes de la crise, qui sont les pauvres et les personnes vivant dans l'insécurité alimentaire.

Au-delà du redressement après la crise – dont on espère qu'il sera prompt – il reste de nombreux problèmes liés à l'alimentation et à l'agriculture mondiale, soulignés dans le présent rapport, qui suscitent des inquiétudes. En dépit d'une baisse par rapport à la ligne de crête de 2008, et hors effets de la crise économique, les cours mondiaux des denrées alimentaires sont encore élevés par rapport aux macrotendances récentes et rien ne laisse prévoir une baisse, du moins sur le moyen terme. En même temps, divers facteurs latents pourraient provoquer une nouvelle poussée des prix encore plus forte que la précédente. Le retour de conditions de croissance des revenus dans les pays en développement fera repartir la demande de produits agricoles. L'augmentation des prix réels de l'énergie pourra avoir un effet sur la production vivrière en raison d'une part de ses répercussions sur les coûts des intrants et des transports et d'autre part de la demande accrue de produits agricoles servant de matières premières aux biocarburants. L'incorporation obligatoire de biocarburants et d'autres mesures d'incitation en faveur de la production et de la consommation de biocarburants, en vigueur dans plusieurs pays, entraîneront mécaniquement la hausse des prix agricoles. À ces facteurs s'ajoutent les inquiétudes suscitées par le recul de la croissance de la productivité agricole, tandis que l'expérience de la crise alimentaire des années 2006-08 a montré que plusieurs mesures adoptées dans le but de protéger les populations des pays peuvent avoir

aggravé les problèmes rencontrés au niveau international et provoqué la déstabilisation des marchés.

Ce rapport a présenté une analyse des conséquences probables d'une amélioration de la croissance des revenus et de la remontée des cours des produits énergétiques. Elle confirme que l'impact serait considérable et que, de fait, les prix agricoles pourraient encore monter. Le rapport a également analysé l'impact sur la production et les marchés agricoles des politiques introduites en guise de protection contre la hausse des prix et constaté que nombre d'entre elles ont eu un effet déstabilisateur. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2008* (FAO, 2008b) analysait aussi les effets de la demande croissante de biocarburants sur les marchés agricoles et les incidences de différents scénarios de croissance de la productivité agricole.

Dans le contexte actuel, marqué par de graves difficultés et par des risques et incertitudes concernant l'avenir, des efforts doivent être déployés dans quatre directions au moins. Il importe de faire face aux répercussions immédiates de la crise au moyen de filets de sécurité et de programmes de protection sociale appropriés afin de protéger les pauvres et les victimes de l'insécurité alimentaire. Il est nécessaire d'intensifier les investissements dans l'agriculture dans le double but de stimuler des accroissements durables de la productivité, afin d'améliorer la situation de l'offre, et d'exploiter le rôle potentiel de l'agriculture en tant qu'agent du développement économique et de lutte contre la pauvreté dans les PMA. À cet égard, les prix élevés offrent aussi de nouvelles chances aux producteurs et sous-entendent des rendements accrus pour les investissements privés ou publics réalisés dans le secteur agricole. La progression de la faim dans le monde bien avant l'apparition de la crise économique suggère que les solutions techniques étaient insuffisantes. Pour se sortir de la sous-alimentation, ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire doivent pouvoir exercer le contrôle des ressources, profiter de toutes les possibilités et bénéficier d'un contexte de gouvernance améliorée aux niveaux local, national et international sur la base des principes du droit à l'alimentation.

Enfin il est nécessaire de renforcer le système commercial international afin que les mesures adoptées pour protéger la population du pays ne puissent déstabiliser les marchés internationaux et pénaliser d'autres pays.

Ces grands domaines d'actions sont désormais largement reconnus et appuyés par la communauté internationale. S'il fallait souligner un seul aspect positif de la grave crise actuelle, ce serait certainement le regain d'intérêt qu'elle suscite en faveur de

l'agriculture, du développement agricole et de la sécurité alimentaire mondiale. Cette attention trouve de plus en plus d'occasions de s'exprimer et mobilise des enceintes toujours plus prestigieuses. Elle devrait être le germe d'efforts plus déterminés à tous les niveaux pour promouvoir l'agriculture en tant que source de développement et de réduction de la pauvreté et d'actions plus décisives afin d'éliminer la faim et l'insécurité alimentaire dans le monde.